

## L'Irlande, au service de sa gracieuse Majesté



Pour l'Irlande, l'Union européenne a déjà une langue unique et c'est, ne soyez pas surpris, l'anglais. Et elle entend bien le faire savoir haut et fort, dès le 1<sup>er</sup> janvier, lorsqu'elle reprendra le flambeau de la présidence tournante du Conseil des ministres à la suite de Chypre. Comme je ne suis pas du genre à me laisser faire et que j'assume le ringardisme de considérer que le multilinguisme et le respect des cultures compo-

sant l'Union font partie des fondements de la construction communautaire, j'ai décliné l'invitation qui m'était faite de me rendre en Irlande, avec une grosse poignée de mes collègues de la presse écrite, pour inaugurer cette présidence irlandaise de l'UE. En effet, Dublin a refusé de fournir, comme cela s'est toujours pratiqué, la moindre interprétation dans ces langues en voie de disparition que sont l'allemand et le français, mais qui restent des langues de travail de l'Union, manifestement au grand étonnement du personnel politique irlandais

Cette présidence semestrielle tournante a perdu énormément de son intérêt depuis l'instauration d'une présidence fixe du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement, mais aussi du Conseil des ministres chargé des relations extérieures et de l'Eurogroupe. Cependant, même ainsi réduite aux acquêts, elle permet aux différents pays de l'Union de peser – un peu – sur le calendrier et surtout de faire partager leurs préoccupations et thématiques au reste de l'Europe. C'est tout l'objet du voyage rituel organisé pour la presse en début de présidence (les 8 et 9 janvier, cette fois) qui permet aux principaux médias bruxellois de rencontrer les membres du gouvernement et de se frotter (rapidement) avec les réalités locales. Le tout est ponctué par la visite en grandes pompes de la Commission au grand complet et une conférence de presse commune.

Autant dire que ce n'est pas l'Irlande qui reçoit en tant que telle (dans ce cas, elle serait parfaitement légitime à recevoir dans sa langue officielle qui n'est d'ailleurs pas l'anglais, simple langue d'usage, mais le gaélique), c'est la présidence de l'Union, ce

qui lui impose des devoirs, au premier rang desquels le respect du multilinguisme, au moins au niveau des langues de travail des institutions (Allemand, anglais, français) ou de la salle de presse (anglais, français). Or, pour ce voyage de presse, l'Irlande a décidé de ne pas fournir d'interprétation. Ce sera donc menu unique : anglais pour tous. Dublin, qui s'est tant battu pour son identité culturelle et linguistique, au point de ressusciter une langue quasi-morte morte, part du principe que tous les journalistes doivent parler anglais.

J'ai protesté – et il semble que j'ai été le seul journaliste à le faire — et il m'a été répondu qu'il s'agissait d'une question de moyens, l'Irlande étant en crise. Mais alors, pourquoi inviter les médias ? À la louche, on peut estimer le coût de cette excursion médiatique entre 25.000 et 40.000 euros selon le nombre final de participants (entre 60 et 100, généralement), le tout entièrement à la charge du contribuable irlandais ! Le Financial Times, The Economist, Le Monde, Libération ou la FAZ ont les moyens de se payer un tel voyage et cela coûterait infiniment moins cher de rémunérer deux interprètes pour deux jours (surtout vu le taux de chômage local).

Mieux : à la suite de ma protestation, Dublin m'a proposé de me faire accompagner par un diplomate bilingue afin de faciliter mon travail, ce que j'ai aussi refusé : il ne s'agit d'obtenir un quelconque passe-droit, mais d'une question de principe. Cette proposition montre bien d'ailleurs qu'il s'agit d'un choix délibéré de jouer l'anglais comme un fait accompli et non d'un problème de moyen, puisque Dublin était prêt à distraire de son travail un diplomate pour me complaire. J'avais, au demeurant, proposé de payer l'ensemble de mon voyage pour que l'Irlande puisse rémunérer un interprète...

La Représentation permanente de l'Irlande à Bruxelles se défend d'une telle interprétation, si j'ose dire. Mais alors, s'il s'agit simplement de parler l'une des trois langues de travail sans interprétation en partant du principe que tout le monde devrait parler au moins ces trois langues, on peut donc imaginer que l'Allemagne et la France feront de même. J'ai hâte de voir la tête d'une grande majorité de mes confrères et consoeurs, anglo-saxons ou des pays de l'Est, ainsi privé de toute interprétation. Allons plus loin : pourquoi tous les autres pays ne se passeraient-ils pas d'interprétation ? Après tout, aux journalistes de se débrouiller pour comprendre les 23 langues officielles de l'Union. Et chacun a des problèmes financiers, non ?

On me dira qu'à l'impossible nul n'est tenu, mais que l'anglais est le minimum. Au

nom de quoi ? Y a-t-il une décision européenne imposant l'anglais comme unique langue de communication des institutions communautaires ? Évidemment pas. Que les diplomates et les fonctionnaires se parlent entre eux en anglais, peu m'importe. Mais dès lors que l'on communique avec l'extérieur, le multilinguisme s'impose et les journalistes ne sont pas des fonctionnaires européens (enfin je crois) et n'ont pas à se plier aux us et coutumes des institutions.

De même, on dira que l'anglais est compris par tout le monde, ce qui reste à prouver : en effet, un journaliste portugais, espagnol ou polonais, peut parfaitement comprendre le français ou l'allemand et pas l'anglais, même si cela paraît fou à un esprit anglophone. Il est vrai que depuis 15 ans, avec les élargissements, le glissement vers le tout anglais s'est accéléré et qu'il est du dernier chic à Bruxelles de baragouiner un mauvais anglais plutôt que de s'exprimer dans sa propre langue interprétée. Ce qui donne des commissaires ou des ministres souvent incompréhensibles. Et interpréter du mauvais anglais en français est d'ailleurs le cauchemar des interprètes. Les Français ne sont pas les derniers à se plier à cette mode, certains journalistes français n'hésitant pas à poser une question en anglais à un locuteur francophone...

Comme je le disais plus haut, j'assume ma ringardise. Je n'ai aucune envie d'être gouverné dans une langue qui n'est pas la mienne et que la très grande majorité des peuples européens ne maîtrise absolument pas. L'Europe ne peut se bâtir sur la domination d'une langue: ou alors, que l'on organise un débat politique dans chacun de nos pays, juste pour voir. L'interprétation est la langue de l'Europe et c'est l'un des fondements de sa légitimité. L'Irlande ne l'ayant pas compris, je n'irai donc pas à Dublin, refusant d'acter cette politique du fait accompli qui me déplaît profondément.

N.B. : Les deux précédentes présidences, le Danemark et Chypre, avaient aussi pratiqué l'anglais langue unique. Mais, comme je n'étais pas intéressé par ces voyages, et que rares sont les journalistes intéressés par ces questions linguistiques, je n'en ai alors rien su.

Photo: Reuters